

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 517 700 Fax: 517844

**CONSEIL EXECUTIF
CINQUIEME SESSION ORDINAIRE
25 juin – 3 juillet 2004
Addis-Abeba (ETHIOPIE)**

EX.CL/113(V)b

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR LA POSITION AFRICAINE
COMMUNE SUR L'AVENIR DES ENFANTS**

Avant propos

Beaucoup de promesses ont été faites et des engagements pris en faveur des enfants Africains. Les engagements ont été transcrits dans la Convention sur le Droit de l'enfant (CDE) qui a été pratiquement universellement ratifiée et dans la Charte Africaine sur le Droit et le Bien être de l'Enfant (CADBE). Les engagements sont également inscrites dans les documents de politique nationale, y compris dans les Plans d'Actions Nationales pour les Enfants, ainsi que dans les Déclarations du Sommet Mondial pour l'enfant de 1990, dans celle de la Conférence Internationale d'Assistance aux Enfants Africains (CIAEA) de l'Organisation de l'Unité Africaine, dans la Position Commune Africaine de 2001, et dans la Session Spéciale des Nations Unies sur les Enfants. Les promesses, les cibles et les buts nationaux, qu'ils se sont assignés ultérieurement, ont été, pendant les quinze dernières années dans l'ensemble assez conséquent. Pour assurer la renaissance de l'Afrique le continent doit investir dans ses enfants et s'assurer qu'ils aient un bon départ dans la vie. Il n'y a guère de débats sur ce qu'il y a lieu de faire. Il est également clair, en prenant les meilleurs cas en exemple, de ce qu'il est possible de réaliser. Ensuite se pose la question de savoir ce qui a été accompli.

Cet effort intense en faveur des enfants est entièrement conforme avec les meilleurs objectifs de développement internationaux - ceux qui sont contenus dans les Buts de Développement du Millénaire (BDM) adoptés au Sommet du Millénaire de l'an 2000. En fait l'essentiel du (BDM) concerne directement les enfants, et tous les éléments concernent directement l'avenir des enfants. Les buts du Millénaire sont également présents dans les 21 cibles et objectifs qui leur sont associés, adoptés par la Session Spéciale sur l'Enfant tenue en 2002 et incorporé dans le document: Un Monde Bon Pour les Enfants.

Lors de la 72^{ème} Session du Conseil des Ministres de l'OUA la Décision CM/dec. 542/LXXII)Rev.1 a été adoptée qui donne mandat à l'ancien Secrétaire Général de l'OUA pour qu'il développe - en consultation avec des partenaires pertinents, y

compris les Organisations de la Société Civile – Une Position Commune Africaine (PCA) à présenter à la Session Spéciale de l'Assemblée Générale sur les Enfants (SSAGE). Afin de mettre en œuvre cette décision un Forum Pan Africain sur l'avenir des enfants fut convoqué, en collaboration avec l'UNICEF et le Gouvernement Égyptien au Caire, Egypte en Mai 2001 pour préparer l'avant projet de la Position Commune Africaine.

La position Commune Africaine fut adoptée par la 74^{ème} Session du Conseil des Ministres et le 37^{ème} Assemblée des Chefs d'États et de Gouvernement à Lusaka, Zambie en Juillet 2001. Avec la Décision CM/dec.584 (LXXIV) la 74^{ème} Session du Conseil des Ministres de l'OUA a mandaté la Première Dame d'Égypte Mme Suzanne Mubarak de présenter la Position Commune Africaine sur les Enfants au SSAGE et de s'assurer que les voix des enfants Africains soient entendues.

Lors du Sommet de Lusaka de 2001, les Chefs d'états et de Gouvernement ont également mis en place le Comité Africain de onze Experts pour coordonner et assumer le suivi de la Charte Africaine sur les Droits et Bien-être de l'Enfant. En dépit de quelques contraintes logistiques le Comité s'est efforcé de remplir son mandat.

La ratification par les Chefs d'États et de Gouvernement à l'Assemblée de Lusaka signifie que les dispositions de la PCA constitue un engagement spécifique de l'OUA/Union Africaine en fonction du quel l'amélioration des conditions des enfants Africains peut être évaluée.

L'ACP a donc ainsi mandaté l'Union Africaine (AU), en collaboration avec l'UNICEF et d'autres partenaires, pour effectuer un suivi régulier de la mise en œuvre des buts qu'elle s'est assignée dans les pays Africains, ainsi que les Droits inscrits dans le CADBE et le CDE. Ce rapport inclus les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans c'est-à-dire ceux qui sont communément englobés par le terme «Jeunes ».

Ce mécanisme de rapport est conçu comme un important rapport biennal, L'État des Enfants et de la Jeunesse Africaine. Ce sera un document substantiel avec des

analyses fondés sur des évidences, et qui tient compte de l'ampleur où les enfants et jeunes d'Afrique bénéficient de la gamme complète des Droits qui figurent dans la série de textes adoptés par les gouvernements Africains, et de la mesure dans la quelle ses pays Africains se sont conformés avec les obligations qui découlent de ses textes. Il devra également évaluer dans quelle mesure les bailleurs de fonds ont été à la hauteur des multiples engagements qu'ils ont pris.

Ce rapport biennal sera présenté conjointement par l'UA et l'UNICEF au sommet Annuel de l'UA pour considération. Pour mettre en œuvre cette tâche, il a été décidé conjointement qu'un bref rapport préliminaire soit préparé pour le sommet. Ce rapport doit contenir trois parties:

A: Un survol rapide de l'État des enfants Africains du moment, qui fasse la synthèse des dernières informations et qui reflète une recherche en profondeur.

B: Une section spéciale qui met en lumière trois éléments clés d'une évidente importance: L'éducation des filles, VIH/CIDA et les orphelins, et le paludisme.

C: Une déclaration finale qui indique la voie à suivre à l'avenir.

INTRODUCTION

D'importants défis attendent l'Afrique pour que les engagement pris au profit de ses enfants par les gouvernements Africains et la Communauté Internationale aient une quelconque chance d'être réalisés. Il faut naturellement être prudent lorsque l'on fait des généralisations à propos d'un continent aussi vaste que l'Afrique. Bien évidemment des progrès modestes ont été réalisés dans quelques secteurs de certains pays Africains et dans pas mal de communautés.

La presque complète éradication de la polio et du vers de Guinée, l'extension de la pratique d'adjonction d'iode dans le sel, l'amélioration des lois qui concernent l'enfant et les lois s'appliquant aux mineurs, les réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les initiatives durables dans la gestion de l'eau potable local, les essais d'extension de l'accès

à l'enseignement primaire et des exemples dynamiques de réhabilitation post-conflits, tous ceux-là constituent les secteurs où l'on peut enregistrer des succès en Afrique. De plus, tout en acceptant ces succès, il faut remarquer que virtuellement l'élément essentiel dans chaque cas a été non pas le financement mais plutôt la présence d'un solide leadership politique assorti d'une mobilisation des familles et de la société civile.

Cependant certains aspects du dossier demeurent troublants. Le problème qui continue à défier beaucoup de pays Africains – et ce qui parfois semble accablant – est effectivement identifié: c'est une pauvreté profonde et étendue, c'est le VIH/SIDA, le paludisme, la malnutrition et la sous nutrition, ce sont les déplacements internes des populations, la sécheresse, les services défaillants, les infrastructures en décrépitudes, les bas revenus, le statut inférieur des femmes, la non reconnaissance des problèmes, la corruption, la mauvaise gouvernance et ses conséquences. Tous ces problèmes et bien d'autres sont exacerbés par des conflits internes violents qui affligent un pays après l'autre pour des raisons politiques, économiques, sociales et/ou culturelles. En conséquence la survie demeure le résultat d'une lutte continue pour les Africains à travers le continent, avec les femmes et les enfants comme toujours subissant l'adversité la plus importante.

Bien que de plus en plus de pays jouissent maintenant d'une situation politique stable, condition sine qua non pour affronter ces défis pressants, des conflits vieux et nouveaux continuent de tourmenter toutes les régions du continent, alors que plusieurs pays viennent seulement de vivre un changement majeur dont les conséquences sont encore imprévisibles.

Un gouvernement stable et l'arrêt des conflits constituent les conditions de base pour affronter les problèmes de l'Afrique. Mais elles ne sont en aucune façon suffisantes par elles même. Pour un gouvernement stabilité n'est pas synonyme de bonne gouvernance. La stabilité d'un gouvernement ne se traduit pas toujours en termes de croissance économique durable et ne mène même pas à l'introduction de politiques

plus justes et plus progressistes. Des contraintes majeures, dont le moindre est le seuil de tolérance des institutions financières internationales, limite les options de tous les gouvernements du continent. La dépendance sur les forces extérieures bien au-delà de l'influence du gouvernement national est assez saisissant. Les économies de la plus grande partie de l'Afrique sont grevées par des déficits financiers et des dettes extérieures onéreuses qui continuent à drainer régulièrement plus de ressources du budget annuel, que ne le font les dépenses de l'éducation ou de la santé.

Dans un nombre important de pays du continent la sécheresse, le VIH/SIDA et le Paludisme mettent les plans des gouvernements sans dessus dessous. Aucun de ces fléaux n'est un phénomène naturel: la sécheresse est souvent exacerbée par les abus contre l'environnement, alors que la propagation du VIH/SIDA peut être contrôlée par les hommes. Les dévastations causées invariablement aux infrastructures de base par les conflits, sont à la fois coûteuses et difficiles à réparer ou remplacer. Il est toujours moins coûteux et plus facile de détruire que de construire. Dans ce sens l'on peut dire que les conflits peuvent changer un pays en développement en un pays en sous développement. L'Afrique n'a que trop d'exemples de ce type.

Il y a des Africains qui vivent confortablement, et même dans l'opulence, partout sur le continent. Cependant presque tous les pays Africains sont dans l'ensemble pauvres, sous développés, limités par une force de travail inadéquate, et grevés par l'insécurité alimentaire. Ceci constitue la routine. Lorsque la routine est rompue par une crise quelconque – sécheresse, inondation, le retour subit de réfugiés, un leadership destructeur, les conflits armés et leur lots d'horreurs ou le déclenchement d'une épidémie - le problème devient insurmontable.

Bien que toutes ces calamités aient été subies par les pays Africains, la pandémie du VIH/SIDA est le plus terrifiant et le plus désorganisateur. Le VIH/SIDA est un désastre pour tout le continent. Mais son impact sur les enfants est peut être le plus impitoyable. Parmi le flot des chroniquement vulnérables qu'il crée, requérant toute forme de soutiens - les familles

dirigées par des femmes, ou par des personnes âgées, les paysans qui ne peuvent pas se sustenter sans parler de cultiver pour l'exportation – il n'y a pas un groupe qui soit plus vulnérable que les enfants.

Partie A: APERCU DE L'ÉTAT DES ENFANTS ET DE LA JEUNESSE AFRICAINE

1. Pauvreté et privation en Afrique

Selon un rapport de la commission Economique pour l'Afrique (CEA), près de 300 millions de personnes vivent dans la pauvreté en Afrique. Ce chiffre est en passe d'atteindre 400 millions ou plus en 2015. L'Afrique s'appauvrit. Le niveau de pauvreté du continent a augmenté de 43 pour cent les dix dernières années, avec les femmes constituant près de 80% des personnes qui vivent avec un revenu de moins de un dollar par jour. Cette situation a été exacerbée par une distribution inégale des ressources entre hommes et femmes, et le taux croissant des infections du VIH/SIDA, en particulier auprès des femmes et des filles. Étant donné que les femmes fournissent 70% de la nourriture de l'Afrique dont elles en assument les 2/3 de la production, il n'est guère possible d'exagérer la gravité du problème.

La Banque Mondiale estime que l'économie Africaine a besoin de croître de cinq pour cent par an juste pour éviter l'augmentation du nombre des Africains vivant sur le seuil de la pauvreté. Si le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté la plus abjecte doit être diminué de moitié en 2015, comme l'escomptent les Buts du Développement du Millénaire, non seulement ces économies doivent elles avoir une croissance notable d'au moins 7%, mais elles doivent également opérer une redistribution équitable des revenus. Il n'y a ni croissance notable et ni redistribution. La CEA a calculé que seulement quatre des 53 pays du continent sont en voie d'atteindre les objectifs de lutte contre la pauvreté.

2. Pauvreté des enfants en Afrique.

Des données importantes viennent d'être mises en circulation sur l'étendue et la nature de la pauvreté en Afrique. L'étude

d'Octobre 2003 commandité par l'UNICEF intitulée **Pauvreté des Enfants dans le Monde en Développement**, révèle les différents aspects des problèmes les plus durs et les plus lugubres.

Deux catégories essentielles ont été mises en lumière: *la pauvreté absolue* c'est-à-dire des enfants privés de deux ou plus de deux besoins humains de base, et *la privation sévère* c'est-à-dire des enfants n'ayant pas accès à un ou plus d'un besoin humain de base. Sept besoins humains de base ont été identifiés: aliment, eau potable, santé, gîte, éducation, accès à l'information, et les installations sanitaires.

Les conclusions du rapport révélèrent que deux tiers de tous les enfants de l'Afrique Sub-Saharienne soit 65% vivent dans la pauvreté la plus absolue telle que définie plus haut. En terme réel, cela englobe 207 millions de garçons et de filles. Ceci représente le taux le plus élevé, l'Asie du Sud-est se place en avant dernière position avec 59%. Les enfants ruraux souffrent d'une pauvreté absolue plus marquée que ceux des cités, avec des taux de pauvreté absolue qui sont de l'ordre de 78% dans certaines zones rurales des pays Africains au Sud du Sahara comparés avec 25% pour les zones urbaines. Ceci ne peut être accepté comme un taux urbain satisfaisant, car il signifie que des dizaines de millions d'enfants des zones urbaines vivent dans la pauvreté la plus absolue.

Quand on en vient à la privation sévère de besoins humains de base, le taux de l'Afrique Sub-Saharienne dépasse les 80%. Une fois de plus les enfants ruraux, à 90%, souffrent de niveau de privation plus importante que les enfants des zones urbaines. En Afrique du Nord où le niveau de développement est en général plus marqué qu'en Afrique Sub-Saharienne, les enfants ruraux sont presque aussi démunis avec un taux de privation sévère de 82% (ce chiffre inclus le Moyen Orient).

Des sept indicateurs de pauvreté absolue et de privation sévère, l'Afrique Sub-Saharienne a les taux les plus élevés pour quatre d'entre eux. Plus de la moitié de tous les enfants de l'Afrique Sub-Saharienne sont dépourvus de gîte (198 millions) et manquent de service d'eau potable (167 millions).

Les données pour les privations sévères d'habitation sont de l'ordre de 73% pour les ruraux et 28% pour ceux des villes de la région, ce qui est de loin le taux le plus élevé du monde. Trente pour cent ne reçoivent pas d'éducation, et 27% n'ont pas de couverture sanitaire. Sur trois besoins humains de base l'Afrique a des taux qui sont meilleurs que ceux de l'Asie du Sud Est, quoique les chiffres de la région demeurent encore inacceptable: 37% n'ont guère de couverture de leurs besoins sanitaires, 39% n'ont pas d'accès à l'information et 18% n'ont pas de couverture de leurs besoins alimentaires.

Comme toujours toute généralisation sur l'Afrique doit être faite avec prudence. Il y a des différences notables entre les taux de pauvreté absolue et les taux de privation sévère entre les zones urbaines et rurales, entre garçons et filles, entre l'Afrique Sub-Saharienne et l'Afrique du Nord, et entre les pays de l'Afrique Sub-Saharienne elle même. Les leçons que l'on tire de tout cela sont que les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté et des taux de privation sévère doivent soigneusement tenir compte des conditions locales. Comme l'Afrique l'a apprise à son corps défendant durant le quart de siècle écoulé, les solutions-valables-pour-tous-les-cas ne sont pas du tout des solutions.

3. Evaluations, 2001 et 2004

a) Le Sommet Mondial de l'Enfance et son Plan d'Action: Les performances.

Ces dernières années on a procédé à l'évaluation de la performance des bailleurs de fonds eu égard aux engagements répétés qu'ils ont pris pour le développement de l'Afrique. Les conclusions étaient loin d'être flatteuses. A l'exception d'une poignée de pays Nord Européen, les conclusions révèlent une attitude systématique et invariable de manquement aux engagements qu'ils ont contractés librement. D'une année à l'autre, d'une conférence à l'autre et déclaration après déclaration, les pays riches ont promis d'atteindre certains objectifs – qui touchent à l'assistance, au commerce, aux subventions, aux investissements, à l'annulation de la dette...bref la litanie habituelle – et ont failli régulièrement à leurs promesses.

Quelle est la performance de l'Afrique? Tous les pays Africains exceptée la Somalie, ont ratifiés la Convention sur les droits de l'Enfant (CDE). Tous les pays ont adoptés la Charte Africaine sur le Droit et le Bien être de l'Enfant (CADBE) ce qui constitue l'africanisation du CDE, quoique seulement 33 pays l'aient ratifiés. Au sommet Mondiale de l'Enfance de 1990, une déclaration Mondiale a été adoptée et un plan d'action développé pour sa mise en œuvre. Les leaders Africains, se sont engagés entre autres, à atteindre en dix ans, une série d'objectifs précis pour les enfants du continent: cela comprend la réduction de la mortalité des moins de 5 ans par un chiffre donné, la réduction du taux de la mortalité maternelle, la réduction de la malnutrition, l'accès universelle à l'eau potable et l'élimination des déchets humains, l'accès universel à l'enseignement primaire, la réduction de l'analphabétisme des adultes (et particulièrement celui des femmes), et la protection des enfants lors des conflits armés. Ceux ci l'ont en convient étaient des objectifs accessibles.

En 2001 le Forum Pan Africain sur l'Avenir de l'Enfant adopta une Position Commune Africaine qui fut détaillée dans un document intitulé Une Afrique Bonne pour les Enfants. Dans l'annexe le document évalue la conformation des gouvernements Africains aux engagements qu'ils ont pris solennellement aussi bien dans le cadre du CDE, du CADBE que dans le Plan d'Action du Sommet Mondial pour l'Enfance. Le résultat est dramatique. Onze ans après avoir pris ces engagements, ils conclurent : « en général partout en Afrique » les objectifs a atteindre n'ont pas étaient réalisés. « Il y a eu des avancées importants dans certains pays et dans certains secteurs, mais il y a eu des reculs dans beaucoup de pays et dans pas mal de secteurs. »

Les dirigeants Africains ont aussi pris des engagements concernant une série d'actions nationales de suivis établies par le Plan d'Action pour la mise en œuvre de la Déclaration Mondiale. L'évaluation établit ce qui suit. Les éléments pris en comptent étaient : la préparation des programmes nationaux d'action pour la mise en œuvre des engagements pris, le réexamen des programmes et politiques dans le but d'accorder une plus grande priorité au bien être des enfants,

et le réexamen du budget national avec le même objectif, et ainsi de suite. « Une fois de plus les résultats étaient décevants. Des progrès substantiels sont perceptibles dans un certain nombre de pays et eu égard à certaines questions, mais pas dans les autres pays et eu égard aux autres questions. Dans l'ensemble la majorité de ces actions n'a pas été mise en oeuvre par les pays Africains, ou a été réalisé superficiellement, avec peu d'impact sur l'allocation des ressources, le développement de politiques ou d'actions qui concernent les enfants. »

La conclusion générale a été des plus franche et directe. « Les résultats de la mise en oeuvre du plan d'action du SME et les réalisations des objectifs de la Déclaration Mondiale ont été de loin inférieurs en Afrique par rapport aux autres régions du monde, en contraste évident avec la participation enthousiaste des leaders Africains au SME et à l'empressement avec le quel les gouvernements Africains ont ratifié le CDE.

Le mordant de cette évaluation est encore plus attristant puisqu'elle exclue des objectifs qui dépendent de l'assistance extérieure qui, comme d'habitude, demeurent en deçà des engagements pris. Les objectifs pour lesquels il y a eu des engagements précis et qui demeurent loin d'être atteints, incluent l'enseignement primaire pour tous, la réduction de la disparité entre garçons et filles dans l'enseignement, la fin des pratiques nocives traditionnelles qui affectent les femmes, et la réduction du travail et du trafic des enfants.

Qu'est ce qui explique ces résultats décevants? demande Une Afrique Bonne pour les Enfants. Est ce que se sont des contraintes imprévus tels que le VIH/SIDA et les autres pandémies, les maladies qui proviennent de l'hygiène, des habitations ou d'installations sanitaires défailtantes, de conflits armés, de désastres naturels, de la baisse du prix des matières premières, qui ont bloqués la réalisation des objectifs adoptés au SME? Est ce plutôt le manque de volonté politique des dirigeants, et/ou la corruption et la mauvaise gouvernance qui ont bloqués le progrès? « Est ce que les dirigeants Africains étaient sincères » demande t-elle vertement, lorsqu'ils se sont engagés à mettre en oeuvre les

objectifs du plan d'action du SME, du CADBE et du CDE ? Quels qu'en soient les raisons il demeure que les objectifs de la Déclaration Mondiale étaient loin d'être atteints et que le Plan d'Action n'était en aucun cas mis en œuvre dans son ensemble.

b) Revue des résultats, 2004

Tout cela c'était il y a trois ans. En réalité il est peu probable de s'attendre à des changements extraordinaires en si peu de temps. Cependant, il est raisonnable de demander si au moins quelques progrès ont été réalisés pour amener le continent vers la mise en œuvre des objectifs auxquels ses dirigeants se sont engagés. Est-ce que la liste des acquis présente un quelconque progrès surtout en regard à l'évaluation négative du progrès qui en a été faite la décennie précédente ? Telles sont les questions qui requièrent des réponses dans la première partie de ce bref rapport.

Structurellement le rapport suit les cinq domaines identifiés dans le Plan d'Action d'Une Afrique Bonne pour les Enfants. Des perspectives sommaires seront présentées sur : *le bien être de l'enfant, le VIH/SIDA, l'éducation, la protection des enfants, et la participation des enfants*. Les conclusions se font l'écho de celles de 2001 telles qu'elles sont résumées plus haut. Bien que des progrès très modestes aient été réalisés dans quelques pays et quelques secteurs, peu de progrès ont été faits dans beaucoup de pays et dans plusieurs secteurs. Il est vrai que partout sur le continent les organisations de la société civile, les ONGs, les gouvernements nationaux, les organisations sous régionales, les agences des Nations Unies, et les bailleurs de fonds ont lancé des initiatives qui visent à réaliser les objectifs définis dans les cinq domaines. Des rapports volumineux ont été produits qui attestent de ces efforts, dont la plupart ont fait des contributions réelles. Des rapports qui décrivent des exemples d'actions réussies abondent sur le continent.

En Afrique du Nord, par exemple, des états ont été capables de promouvoir et de maintenir un progrès soutenu sur les droits de l'enfant indépendamment de leur revenu national. Des progrès notables ont été notés sur la nutrition et

l'immunisation, contribuant à une réduction massive du taux de mortalité des moins de cinq ans et augmentant notablement la scolarisation, et celle en particulier des filles. La Tunisie, par exemple, doit atteindre 7 des 8 ODM, seul le taux de mortalité demeure douteux. Des actions supplémentaires sont d'ailleurs prévues dans la région. En MAI 2004, un Sommet de la Ligue des Pays Arabes, dont la moitié des membres sont Africains a adopté une résolution sur le Droit de l'Enfant qui se focalise sur le développement d'efforts visant à atteindre des buts concrets et limités dans le temps. Le sommet adopta un plan régional qui vise à mettre en œuvre des objectifs globaux pour les enfants en 2015. Le plan engage les états membres à établir des plans nationaux d'action qui alloue des ressources pour la réalisation d'un standard minimum pour les enfants de la région.

Cependant en dépit de tels initiatives positives, il demeure que peu de régions du continent ne soient à l'abri de défis majeurs. Quelques unes sont bien sûr beaucoup plus mal loties que d'autres. Des 175 pays de l'Index du Développement Humain du PNUD pour 2003, les 25 pays classés au plus bas sont tous des pays de l'Afrique sub-Saharienne. Comme le sont 38 des 46 qui sont en bas de liste. Une franche et récente revue des pairs de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO) qui regroupe 15 états, presque un tiers des membres de l'Union Africaine, présenta ses sombres conclusions. Eu égard aux droits de l'enfant la région de la CEEAO présente les pires des chiffres par rapport au reste du monde, c'est une région où les droits de l'enfants sont les moins respectés, et où les progrès les moins importants ont été enregistrés dans la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet Mondiale de l'Enfance. En ce qui concerne l'Afrique Australe, elle est confrontée à la pire des situations en ce qui concerne le VIH/SIDA avec des conséquences que l'on vient à peine de comprendre. Pour beaucoup trop d'enfants et de jeunes d'Afrique la vie n'est pas seulement brutale, difficile et courte, elle est encore plus courte, plus brutale et plus difficile et offre moins d'espoir que la vie qu'ont connue leurs parents. Survivre est simplement une lutte continuelle.

Tout cela est loin du résultat prévu lorsque le CDE, la CADBE, la Déclaration Mondiale, et le Plan d'Action du SME ont été chaleureusement adoptés.

4. Mise en œuvre du Plan d'Action de la Déclaration du Caire.

Section I. Augmenter les chances de vivre.

Nous adjurons nos Gouvernements de prendre des mesures afin que chaque enfant en Afrique ait un bon démarrage dans la vie, qu'il grandisse et se développe dans un environnement amical qui génère l'amour, l'acceptation, la paix, la sécurité et la dignité. Une Afrique bonne pour les Enfants. Paragraphe 27.

Croissance des jeunes enfants. Les experts s'accordent à affirmer que les enfants grandissent sains, mieux adaptés et plus développés intellectuellement s'ils ont un bon départ tôt dans leur vie. Au minimum investir dans les premières années de la vie doit assurer la survie de l'enfant. Au mieux cela garantit la croissance et la solidité émotionnelle et sociale qui prépare l'enfant à la scolarisation. Un bon développement de l'enfant dépend de plusieurs facteurs qui tiennent : de la santé, de la nutrition, de l'eau, des soins sanitaires, psychologiques, de l'enseignement précoce et de la protection, tous contribuant ensemble leurs bienfaits. Ceci constitue un régime exigeant, et même parmi les pays les plus riches, il y en a peu qui l'ont mis en œuvre complètement.

Il n'est pas surprenant que la fourniture des soutiens requis et leur coordination aient constitué un défi formidable auquel peu de pays Africains ont réussi à faire face effectivement. Pour commencer s'il n'y a pas d'eau potable pour la communauté en général, il est impossible a fortiori de s'en servir pour les soins des bébés et des jeunes enfants. De plus les compétences et les capacités pour apporter tous ces bienfaits ne sont guère abondantes. Et finalement quelque soient les engagements adoptés dans les conférences et les fora, et malgré tous les mécanismes nationaux de coordination pour la tendre enfance qui ont été mis sur pied, en vérité l'importance du développement de la tendre enfance n'a pas été réellement intégré par les décideurs Africains.

Comment choisir parmi toutes les priorités urgentes dont ils sont saisis. Dans la plupart des pays du continent, le concept lui-même n'est pas bien connu, et il existe peu d'exemples de programmes et de structures intégrés.

L'immunisation. Les progrès réalisés dans la prévention des maladies contrôlables par l'immunisation ont été erratiques. Dans beaucoup de pays la couverture immunitaire, qui souvent ne dépasse pas les 60% des enfants, est inférieure au 80% de ce qui prévalait au milieu de la décennie écoulée. Même dans les pays d'Afrique du Nord des centaines de milliers d'enfants ne sont pas protégés contre la rougeole. La famine et les épidémies telles que la méningite, le choléra et la fièvre jaune apparaissent fréquemment et les capacités nationales pour faire face à ces urgences récurrentes sont généralement faibles et ont des conséquences prévisibles. D'un autre côté des progrès ont été fait dans le contrôle de la polio par des campagnes massives d'immunisation, et l'on espère éradiquer la maladie dans un proche avenir.

Bien que dans certaines parties du continent des progrès évidents aient été enregistré dans les efforts d'immunisation Plus, le renforcement et l'extension de la limite de l'immunisation de routine connaît des obstacles certains. Ceci comprend le manque de fonds, le manque de personnel, l'inadéquation de l'approvisionnement en vaccins, le manque de moyens salubre de destruction des déchets, et le défi du renforcement des capacités de suivie et de planning du district. Il est vital de trouver des approvisionnements à des prix raisonnables, et s'assurer que le gouvernement et le public comprennent que les vaccins sont sûrs et efficaces. L'introduction de nouveaux vaccins requiert des investissements privés pour répondre à la demande et cela va entraîner des défis financiers supplémentaires dans les années qui suivent.

Selon la Commission Economique pour l'Afrique, la mortalité maternelle en Afrique a atteint en Mai 2004 le chiffre alarmant de 904 morts pour 100 000 naissances. Ce chiffre cache des variations extrêmement marquées entre pays, des 214 du Ghana au 1800 de la Sierra Leone. L'hémorragie, l'hypertension et les conséquences des avortements

dangereux sont parmi les causes les plus importantes de la mortalité maternelle. Le statut de la santé et de l'état nutritionnel des femmes pauvres, leurs maladies fréquentes, leurs surcharges de travaux dans et hors du ménage, leur grossesse précoce et tardive, leur accès limités aux soins prénatals et obstétricaux sont aussi des facteurs qui y contribuent. La mortalité pendant la grossesse ou lors de l'accouchement est cent fois plus importante en Afrique subsaharienne que dans les pays à haut revenus de l'OCDE. Le continent est loin de réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), de réduire de trois quart en 2015 le taux de mortalité maternelle de 1990.

Les États Membres, l'OMS, La Commission de l'UA et d'autres partenaires collaborent avec énergie pour réduire la morbidité maternelle et néo-natale ainsi que la mortalité en Afrique.

La mortalité infantile.

D'une part l'Afrique Sub-Saharienne a fait des progrès dans la réduction de la mortalité infantile. D'un autre côté, la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire de réduction de cette mortalité au 2/3 prendra au rythme actuel 150 années de plus que la date cible de 2015. Parmi les 50 pays du monde qui ont le plus grand taux de mortalité des moins de 5 ans 36 se trouvent en Afrique. En 1990, la région de la CEDEAO était grevée du taux le plus élevé du monde.

Bien que depuis, le taux de mortalité des moins de 5 ans ait baissé dans pas mal de pays, leur point de départ était si bas que seule une amélioration massive peut les rapprocher du chiffre cible. On en est bien loin. Au contraire, due à la haute prévalence du VIH/SIDA entre autre, quelques pays connaissent en fait une hausse significative de plus de 10% de la mortalité infantile.

Comparée à l'Afrique sub-saharienne, les États d'Afrique du Nord ont fait un grand effort pour assurer le droit le plus important de l'enfant à la survie et au développement. Avec une réduction significative des taux de mortalité infantile et de celui des moins de cinq ans depuis l'indépendance. Cependant bien que les moyennes de l'Afrique du Nord soient comparables aux taux mondiaux, elles sont loin d'être

comparable à ceux des pays industrialisés. Parmi les pays de la Ligue des Pays Arabes dont la moitié sont Africains, un demi million d'enfants meurent chaque année avant d'atteindre un an.

Partout sur le continent il y a de grandes disparités dans les taux de mortalité. Présenté crûment les enfants des familles pauvres sont les plus vulnérables. En moyenne les enfants des familles pauvres doivent faire face à un risque de mortalité deux fois plus important que ceux des familles riches. Ces chiffres ne doivent pas être trop surprenants. La mortalité infantile a plusieurs causes directes, les maladies qui sont souvent associées avec la malnutrition, les infections respiratoires aiguës et les diarrhées sont parmi les causes principales de mortalité infantile et l'on n'a aucune preuve qu'elles soient entrain de baisser.

La sécurité alimentaire.

L'objectif de Développement du Millénaire est de baisser de moitié la proportion des personnes qui souffrent de la faim. Au rythme actuel, l'Afrique Sub-Saharienne atteindra le dit objectif en l'an 2165, un siècle et demi après la date ciblée. En Afrique Australe l'insécurité alimentaire est sérieusement exacerbée par la très grande prévalence du VIH/SIDA – le plus élevé du monde- et la mauvaise gouvernance. En conséquence la situation des femmes et des enfants et surtout des communautés vulnérables tels que les orphelins est désespérée. En Afrique de l'Ouest et du Centre la prévalence de la malnutrition infantile est extrêmement élevé, en fait la deuxième du monde après l'Asie du Centre et du Sud Est. Les taux sont en général plus élevés dans les pays du Sahel que dans d'autres pays de la région. Dans l'ensemble 10% de tous les enfants de moins de 5 ans souffrent de la malnutrition, et plus du quart souffrent d'une malnutrition modérée. Presque la moitié des moins de 5 ans sont chétifs, dont 17% le sont sérieusement. 7 millions d'enfants dans les pays arabes sont malnutris.

L'incapacité presque générale du continent à sérieusement combattre la dégradation de l'environnement retarde d'une façon significative la recherche de la sécurité alimentaire

Le lien entre le VIH/SIDA et l'insécurité alimentaire en Afrique ne fait aucun doute. Des recherches ont dévoilé en Mai 2004 que le VIH/SIDA avait un effet dévastateur dans ce secteur comme dans beaucoup d'autres. On estime que sept millions de paysans sont morts du VIH/SIDA, à travers le continent, réduisant ainsi sérieusement la production de nourriture. La maladie enlève aux gens l'énergie dont ils ont besoin pour travailler la terre. De la même façon, les familles réduisent leur alimentation, comme première stratégie de défense contre l'excédent de dépenses qu'entraîne l'entretien d'un malade ou d'un mourant dans la famille, réduisant par la même leur bien être et leur capacité de diriger efficacement la ferme.

Promotion de la santé. Plusieurs pays Africains organisent la Semaine de la Santé de l'enfant, campagne qui n'inclut pas seulement des activités tels que les vaccinations contre la rougeole, la prise de la vitamine A, mais aussi l'allaitement maternel, la vérification de la taille des enfants, et la distribution de moustiquaires. Plusieurs pays donateurs, les agences des nations unies et l'Initiative des Micronutriments participent au sponsoring de ces Semaines de Santé de l'enfant. L'on doit aussi souligner que la lutte contre la déficience des macronutriments a enregistré un succès substantiel, avec la consommation du sel iodé par une large proportion des ménages de beaucoup de pays de la sous région.

Section II, Vaincre le VIH/SIDA

L'Afrique doit vaincre le VIH/SIDA afin d'assurer le droit des enfants à la survie et au développement. ***Une Afrique Bonne pour les Enfants*** paragraphe 28.

La pandémie du VIH/SIDA occupe maintenant le centre de toutes les discussions et de toutes les stratégies qui concernent le développement de l'Afrique. Les rapports sur tous les aspects concevables de la pandémie sont légions. Une série apparemment ininterrompue de conférences, d'ateliers et de réunions a lieu. Chaque gouvernement donateur, chaque agence internationale d'assistance, d'innombrables ONGs grands et petits, beaucoup d'agences des Nations Unies, des fondations privés majeures, bref le monde semble avoir

conçu des millions de façon de gérer la campagne contre le VIH/SIDA. Cependant la pandémie semble loin d'être jugulée. L'Afrique Sub-Saharienne avec près de 10% de la population mondiale, possède 70% des cas de VIH/SIDA du monde, 80% des morts du VIH/SIDA et 90% de ses orphelins.

Tragiquement il y a peu d'évidence qui attestent qu'aucun des programmes de prévention du VIH/SIDA qui ont été lancés n'aient eu un succès démontrable de la baisse du taux de transmission du VIH/SIDA. Avec l'exception de l'Ouganda, les politiques nationales de prévention du SIDA n'ont pas pu faire un impact dans les pays de haute prévalence, et il n'y a pas d'accord sur le pourquoi de la réussite de l'Ouganda.

Alors que le VIH/SIDA représente un sujet majeure pour tout le continent, il est surtout problématique pour l'Afrique Sub-Saharienne, et à l'intérieure de l'Afrique Sub-Saharienne pour l'Afrique Australe. L'Afrique Australe a la plus haute incidence d'infection de femmes et de jeunes gens du monde. Les enfants de l'Afrique Australe doivent s'attendre à vivre des vies plus courtes que celles de leurs grands parents. A l'intérieure de l'Afrique Australe, une enquête de l'Afrique du Sud publié en Mai 2004 explique que plus de 700 enfants âgés de 14 ans et moins de ce pays sont séropositifs. Le rapport conclut que les enfants courent plus de risque de contracter la maladie qu'on ne l'a été estimé auparavant. 5.4% des enfants âgés de 2 à 14 ans étaient séropositifs, taux presque identique a celui de la population globale. Mais parmi ceux qui sont âgés de 2 à 9 ans le taux d'infection était de 6.7%. Les plus jeunes semblent avoir contractés l'infection de leur mère. Les plus âgés l'auront eu de rapports sexuels abusifs, révélant par la même une vérité terrible sur un aspect dramatique de la vie en Afrique du Sud.

Après près de vingt ans et des milliards de dollars dépensés pour contrôler la maladie, l'on s'aperçoit que ses conséquences les plus terribles viennent seulement d'être comprises. On espère que toutes les autres épidémies seront jugulées un jour, et que leurs méfaits se résorberont finalement. Avec le VIH/SIDA, la fin n'est pas en vue, et l'on se demande s'il sera maté dans un proche avenir - il ne le sera pas - ses ramifications se font sentir en terme de morts,

de douleurs et de destructions, d'efforts ratés de développement pour des générations à venir. Ainsi que le révèle le rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé, Rapport sur la Santé du Monde de Mai 2004, le coût économique et Social à long terme du VIH/SIDA a été sérieusement sous estimé dans beaucoup de pays. Il n'est pas habituel de trouver un langage apocalyptique dans ces rapports, mais l'OMS trouve cependant qu'il est nécessaire de mettre en garde contre le fait que l'économie d'un certain nombre de pays Africains peut s'effondrer à moins que la pandémie ne soit contrôlée. Le VIH/SIDA tue les gens sur les quels on compte pour faire marcher la société : les médecins, les enseignants, les juges, les paysans, les mineurs, les sages femmes, les officiers de police, les spécialistes de l'information.

Trente millions de personnes en Afrique Sub-Saharienne sont maintenant séropositifs, presque 60% d'entre elles sont des femmes. En Afrique Australe presque un quart de tous les adultes vivent avec le virus, ce qui veut dire que la majorité des adolescents ont comparativement plus de chance de contracter le VIH et mourir du SIDA pendant le restant de leur vie. Près de 4 millions d'Africains ont besoin de thérapie avec les anti-rétroviraux (ARV), qui augmentent notablement l'espérance de vie et le fonctionnement normal de l'organisme. Ce traitement est aujourd'hui accessible à seulement 3% de ceux qui en ont besoin, soit 150 000 personnes. Le VIH/SIDA fait des victimes à tous les âges, faible productivité agricole parmi les paysans, les enseignants mourant aussi rapidement qu'ils peuvent être remplacés, les pauvres qui sont encore plus appauvris, les services gouvernementaux qui voient leur efficacité déjà éreintées piquer du nez, les armées qui perdent des troupes en bonne santé y compris celles qui pouvaient être envoyé en mission de maintien de la paix, des services de santé publique qui se détériorent lorsque les professionnels de la santé eux même deviennent infectés. Suivant une projection de Mai 2004 d'un économiste de la santé du Fond des Nations Unies pour la Population, l'état le plus peuplé d'Afrique la Nigeria, verra bientôt son économie réduite de 20% à cause du VIH/SIDA. Il semble donc difficile d'exagérer l'importance et l'amplitude du désastre.

Par contraste la pandémie demeure un problème mineur dans les pays Nord Africains. Quoiqu'il existe des menaces réels pour les groupes à haut risque. Un déficit majeure, et qui est bien compris de tous, réside dans la mobilité des populations entre pays et sous régions. L'initiative de Tamanrasset de 2003 sur le VIH/SIDA est une tentative qui vise à débattre du problème, principalement entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Sub-Saharienne, mais aussi entre les pays Nord Africain voisins également.

Des progrès dans le combat de la pandémie dans un certain nombre de secteurs ont été enregistrés. Le financement des programmes SIDA d'un nombre grandissant de sources est devenu beaucoup plus facile, alors que des tablettes ARV mieux empaquetées et beaucoup moins chères sont actuellement disponibles. L'Organisation Mondiale de la Santé a lancé sa « 3X5 » campagne, pour organiser le traitement de 3 millions de personnes infectées jusqu'en 2005, dont la majorité seront des Africains. Il y a des craintes cependant que les fonds pour combattre le VIH/SIDA puissent être détournés des budgets d'assistance internationaux existant, rendant les autres secteurs névralgiques décrits dans ce rapport encore plus dépourvus que maintenant.

Cependant en terme de prévention la meilleure nouvelle est aussi une arme à double tranchant. L'Afrique sait comment prévenir la transmission du VIH/SIDA. Théoriquement rien ne peut être plus simple. La réponse réside dans les rapports sexuels sûr: les hommes acceptant de mettre le condom. Cependant beaucoup de personnes qui savent parfaitement comment on contracte et répand le virus refusent encore d'utiliser le condom. En Afrique Sub-Saharienne les hommes - qui abusent de leur pouvoir de domination sur les femmes qui sont sans pouvoir dans les rencontres sexuelles - portent l'écrasante responsabilité de la transmission du VIH/SIDA.

Nous avons maintenant l'apparition d'un écart significatif entre les sexes sur l'impact de la pandémie. Les femmes sont affectées par le VIH/SIDA d'une façon disproportionnée. Leur vulnérabilité à l'infection est en augmentation. En Mai 2004 le résultat d'une enquête à grande échelle sur la jeunesse en

Afrique du Sud révéla que 77% des jeunes Sud Africains infectés par le VIH/SIDA étaient des femmes, ce qui est aussi affligeant c'est que près des deux tiers d'entre elles croyaient qu'elles avaient peu ou pas du tout de chance de contracter le virus. Près d'une jeune femme sur quatre âgée de 20 à 24 ans est séropositive, comparé à seulement 1 sur 14 jeunes hommes du même âge. L'écart des sexes est reflété dans les programmes : l'ONU SIDA a révélé que les femmes se voient refuser un accès égal aux initiatives de prévention et de traitement, une tendance qui a besoin d'être renversée très rapidement.

Un financement à grande échelle qui provient de l'extérieure de l'Afrique ne doit pas être considérée comme une panacée. Entre autres choses beaucoup de gouvernements Africain n'ont pas la capacité d'utiliser l'infusion de fonds important pour des actions effectives. Le programme d'Assistance Multi Pays de la Banque Mondiale pour le VIH/SIDA (AMP) en est un cas d'espèce. L'AMP mit de côté près de 800 million de dollars aux pays Africains entre 2001 et le milieu de 2003, mais seulement moins de 15% de cette somme a été dépensée.

Il y a ici aussi un problème complémentaire. Avec ces nouvelles sources de financement il y a la tentation d'amener des étrangers pour déterminer les programmes qui doivent être financés. Cependant s'il y a une leçon qui a été retenu aussi bien de l'histoire de l'assistance au développement en général et de l'expérience des initiatives du VIH/SIDA en particulier, c'est l'importance de commencer avec un programme qui a été préparé localement, avec la contribution des communautés locales surtout celles qui sont elles mêmes affectées par le virus et qu'on a pris le soin d'informer, plutôt que de préparer un plan tout fait importé de l'extérieure.

En même temps l'on ne peut répéter assez souvent que les problèmes multisectoriels sous jacents qui conduisent à une vulnérabilité au VIH/SIDA doivent être reconnus et confrontés. La pauvreté, les conflits, l'absence de sécurité alimentaire, une migration trop élevé, une urbanisation rapide, le manque d'emplois, une éducation inadéquate, toutes choses qui représentent des facteurs de risques pour le

VIH/SIDA, et elles constituent toutes des défis importants qui doivent être affrontés énergiquement.

Section III. Concrétiser le Droit à l'éducation

« L'éducation est un droit fondamental qui permet à chaque enfant d'atteindre sa plénitude ». Une Afrique Bonne pour les Enfants, paragraphe 29.

L'éducation constitue en même temps un droit pour tous les enfants et un instrument décisif de développement. L'éducation des filles est devenue une question névralgique parmi ceux qui s'occupent de l'enseignement, et une section spéciale est consacrée à cette question. Il faut également souligner le fait capital que si les politiques requises pour promouvoir la scolarisation des filles sont mise en œuvre, les garçons en seront aussi des bénéficiaires. Dans cette section d'autres aspects de l'éducation en Afrique seront discutés.

Depuis la Conférence Mondiale de Jomtien, Thaïlande de 1999, Education pour Tous, l'Enseignement Primaire Universel (EPU) pour tous a été fixé comme objectif pour tous les pays Africains. Il a été compris éventuellement que la qualité de l'enseignement était aussi importante que la quantité d'enfants qui le suivait. Dans son Programme d'Action, le Forum Mondial de l'Éducation de Dakar, Sénégal avait en 2000 engagé le monde à « Assurer en 2015 à tous les enfants, en particulier aux filles et aux enfants qui ont des difficultés, un accès à un enseignement primaire libre, complet et de bonne qualité. » Partout en Afrique ces objectifs demeurent au mieux illusoire. Les progrès dans l'enseignement continuent à être terriblement lent, très en deçà des progrès obtenus dans le reste du monde en développement. Beaucoup d'enfants ne vont pas du tout à l'école. La plupart n'arrivent pas à finir l'enseignement primaire. Peu arrivent à terminer l'enseignement secondaire. Partout la qualité laisse très souvent à désirer. Au Nigeria le pays le plus vaste d'Afrique, le Ministre de l'Éducation annonça en Avril 2004 qu'il n'était simplement pas réaliste de s'attendre à ce que le pays atteigne l'objectif de l'enseignement pour tous en 2015.

L'enseignement primaire

Un rapport de Mai 2004 de l'UNESCO stipule qu'en 2001, 106 millions d'enfants Africains étaient scolarisés. Si les objectifs de l'EPU doivent être atteints ce chiffre doit atteindre le niveau de 180 millions d'élèves. Pour faire face à cette augmentation, en plus de l'apport massif en matériel scolaire, le nombre des enseignants doit augmenter à un taux encore plus important, doublant, triplant ou quadruplant selon les sous régions. Cependant encore maintenant, dans beaucoup de pays moins de la moitié de ceux qui enseignent possèdent la qualification requise.

En fait les performances de l'enseignement primaire sont très basses à travers le continent. Dans beaucoup de pays la moitié des enfants qui commencent l'enseignement primaire n'atteignent pas la cinquième année et beaucoup retournent à l'analphabétisme. Peu d'élèves de la quatrième année de l'enseignement primaire sont capables de gérer les connaissances de base requises pour ce grade. Dans la plupart des pays en conflit ou qui en émergent, le système d'enseignement est bien sur invariablement un des grands victimes. Cependant même dans certains pays qui n'ont pas subit d'adversité particulière, des études qui ont suivi les résultats de l'enseignement ont démontré une baisse alarmante de la qualité de l'enseignement primaire.

En Afrique du Nord, des données récentes ont montrés que les jeunes ne sont pas satisfaits de l'enseignement qu'ils reçoivent, déclarant qu'il a peu de rapport avec la vie en dehors de la salle de classe. Une initiative qui a assuré le suivi des résultats de l'enseignement a publié des conclusions décevantes en alphabétisation, en aptitude au calcul et en compétence. La qualité de l'enseignement, le cursus et les méthodes d'enseignements utilisés tous contribuent au mécontentement et aux résultats décevants.

Il y a des raisons pour les quelles seulement une poignée de pays Africains vont atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire. La scolarisation ne peut pas tenir le rythme de la demande, même avec un taux de mortalité élevé, avec une population d'âge scolaire qui grandit plus rapidement que ne le font les possibilités scolaires. 40 à 50% de la population a

moins de 15 ans, un taux qui est en pleine augmentation. En même temps surtout en Afrique Australe, le nombre des morts dû au VIH/SIDA et le nombre croissant d'orphelins et de familles dirigés par des enfants pose un défi particulier quant à la réalisation des objectifs de l'éducation. La plupart des gouvernements Africains font encore payer les écolages du primaire, malgré de multiples engagements qui affirment qu'ils n'en feraient rien, et malgré le succès retentissant de l'inscription dans les écoles primaires lorsque les écolages furent abandonnés au Kenya. Le soutien des bailleurs de fonds à l'enseignement demeure bien en deçà des objectifs convenus alors que les donateurs et les institutions financières internationales soulignent qu'ils sont indispensables. Bref la pauvreté demeure l'obstacle majeur à l'inscription, la rétention et à l'achèvement du cycle scolaire. Dans la plupart des pays, le budget alloué à l'éducation demeure bien en deçà de normes établies.

L'enseignement secondaire

Ceci constitue un sujet qui a été dangereusement négligé dans le débat sur l'éducation en Afrique. Les espoirs d'éducation secondaire sont, lorsqu'ils sont mentionnés, sont extrêmement ferventes. On s'attend à ce que la plupart des diplômés trouvent un emploi de hauts niveaux qui requièrent des expériences sophistiquées et une grande expertise. Les écoles secondaires doivent préparer les meilleurs élèves à se préparer pour l'université. Les écoles secondaires sont presque les seuls maintenant dans la plupart des pays Africains qui inculquent aux élèves de vastes connaissances non seulement de nature académique mais aussi des sujets tels que la paix, les résolutions des conflits, l'environnement, les droits de l'homme, le sexe, la drogue et plein d'autres. Un enseignement secondaire de grande qualité fréquenté par une majorité de jeunes Africains est essentiel pour l'avenir du continent.

Comme l'Afrique s'efforce de mettre en oeuvre l'Enseignement Primaire Universel, le flot des élèves qui frappent à la porte des écoles secondaires croît régulièrement. Cependant l'enseignement secondaire a reçu très peu d'attention ces dernières années, que ce soit dans les rapports et recommandations ou dans les programmes de réformes. Très

peu d'assistance destinée au secteur de l'enseignement a été allouée au niveau secondaire. On pense peu à l'avenir des enfants qui terminent l'enseignement élémentaire. Dans la plupart des pays Africains, seule une minorité distincte d'élèves rejoignent le niveau secondaire, et seule une minorité distincte le termine. La qualité des diplômés aussi peu nombreux qu'ils soient est loin d'être adéquat. Si le programme de renforcement des capacités de l'Afrique est fondée avant tout sur ses diplômés, l'insuffisance grave de l'enseignement secondaire doit être perçu comme un défi que l'on doit relever immédiatement.

L'analphabétisme

L'analphabétisme des adultes est très répandu sur le continent et il y a très peu de preuves de progrès de sa réduction. Dans la plupart des pays Sub-Saharien, près de la moitié de la population adulte est analphabète, avec un nombre de femmes analphabètes qui est le double de celui des hommes. Même au en Afrique du Nord le pourcentage des femmes analphabètes est plus grand que celui des hommes. La disparité entre les populations urbaines et rurales est aussi très vaste, en faveur comme d'habitude des premières.

Section IV. Mise en Oeuvre du Droit à la Protection

La protection des enfants en situation de conflits armés et d'occupation étrangère est un devoir impératif. Les enfants pris dans les conflits armés doivent recevoir protection et soin intensif afin de réduire l'impact dévastateur de la guerre. Une Afrique Bonne pour les Enfants. Paragraphe 30.

La Protection légale des enfants en dehors des situations de conflits armés et occupation étrangère est essentielle. Une Afrique Bonne pour les Enfants. Paragraphe 31

La protection contre la violence, l'abandon, l'abus et l'exploitation sexuelle doit être renforcée. Les enfants doivent recevoir une protection importante contre toutes les formes de violences, abus et exploitation. Une Afrique Bonne pour les Enfants. Paragraphe 32.

Les enfants et les conflits

Dans virtuellement tous les conflits armés d'Afrique, les enfants, garçons et filles, sont encore recrutés et utilisés comme combattants et/ou esclaves sexuelles. Mais les femmes et les filles demeurent les groupes les plus vulnérables dans de tels conflits, comme elles le sont dans parmi les réfugiés et les déplacés intérieurs. Comme le révèle le dernier Rapport Annuel, publié en Mai 2004, une violence massive et aveugle contre les filles est courant dans la plupart de ces conflits.

Les accords formels pour terminer ces conflits ne mettent pas nécessairement fin à ces violations. Les enquêtes d'Amnistie International ont mis en lumière, par exemple, que malgré la signature d'un Accord de Paix et la formation d'un nouveau Gouvernement de Transition d'Unité Nationale, le taux de recrutement d'enfants augmenta en fait dans la République Démocratique du Congo, en particulier dans la partie Orientale du pays.

Les jeunes ex-soldats

Parmi les grands défis auxquels sont confrontés beaucoup de pays Africains en conflit est l'avenir des enfants soldats une fois le conflit terminé. Pendant longtemps, les jeunes miliciens qui opèrent dans les zones de conflits – principalement des garçons et des hommes mais incluant également des filles et des femmes – ont obtenu reconnaissance, excitation, pouvoir et prestige, et un échappatoire de la pauvreté débilante, l'ennui, la faim, l'enseignement déficient et le manque d'emplois. Le fusil était synonyme de licence de pillages des foyers, d'extorsions d'argent, de viol, tuerie, mutilation et de ravage. Aujourd'hui, comme l'Afrique et le monde se réjouissent de la fin de plusieurs guerres féroces, la question de savoir comment ramener les ex-combattants à la vie civile constitue un des défis auxquels doivent faire face ces états fragiles. Leur nombre est important. Ils existent partout où il y a eu un conflit et où il fait encore rage. Au Sierra Leone 55 000 anciens combattants se sont présentés, au Liberia 50 000 doivent être désarmés. Les Nations Unies offrent à ces anciens meurtriers de l'argent, un accès à l'éducation et une formation professionnelle.

Mais le programme de désarmement a du faire face à de nombreuses difficultés. Les bailleurs de fonds ont à peine fourni le tiers des fonds nécessaires pour ces opérations, alors que les hommes armés acceptent gaiement les dons d'argent ils ramènent beaucoup moins d'armes que l'on attendait. Dans la ville Libérienne du Nord, Gbranga, l'effort de désarmement produisit une arme pour trois ex-combattants autoproclamés. Il est généralement admis que le restant des armes est enterré dans la brousse.

Que va-t-il se passer une fois l'argent épuisé ? Avec un manque d'emplois très élevé à travers tout le continent, avec des occasions très limité face à des espoirs très élevés, comment voulez vous que des ex-combattants, souvent sans éducation, et sans formation d'aucune sorte excepté la pratique de la sale guerre, puissent gagner leur vie sans leur fusil? Il y a le risque de recréer les mêmes griefs qui ont conduit les jeunes Africains à rejoindre les miliciens tout au début.

Le trafic des enfants

Il y a des milliers d'enfants, souvent sans éducation, qui continuent d'être victimes de trafics d'enfants pour des raisons économiques. L'Afrique de l'Ouest et du Centre semblent être le centre du trafic d'enfants du continent. Les filles objets des trafics sont utilisées en tant qu'employés de maisons souvent dans des conditions très dures, ou exploitées sexuellement. Les garçons sont utilisés dans des emplois agricoles difficiles ou dans des mines, ou bien ils travaillent comme mendiants dans les villes. Quelques accords ont été signés entre les nations visant à mettre fin à ces pratiques, mais il est difficile d'éliminer cette pratique tant que persiste la cause structurelle majeure à savoir la pauvreté.

Le travail des enfants

Une enquête récente organisée par l'UNICEF auprès des ménages de 25 pays de l'Afrique Sub-Saharienne a révélé que 31%, ou presque un tiers de tous les enfants entre 5 et 14 ans étaient engagés dans la pire forme de travaille informel d'enfant. Cela constitue des formes de travail qui devrait être

interdit totalement pour les enfants: y compris l'esclavage, le trafic, le recrutement forcé pour les conflits armés, la prostitution, et la pornographie. Presque un enfant sur dix est engagé dans un emploi dangereux travaillant plus de 43 heures par semaine, dans des travaux qui mettent leur bien-être en péril. Dans ces pays qui constituent presque la moitié des pays Africains au sud du Sahara, on estime qu'il y a 31 millions d'enfants qui travaillent, 24 millions d'enfants ouvriers, et 7 millions d'enfants engagés dans des emplois dangereux. Si on prend en compte les emplois domestiques de plus de quatre heures par jour, il y a plus de filles que de garçons engagés dans des emplois dangereux. En Afrique du Nord il y a trop d'enfants qui occupent des emplois qui sont trop dangereux pour leur survie, développement, santé, et intégrité morale. D'autres grandissent dans la privation, n'ayant pas de personne qui leur fournit le soin le plus élémentaire, ils ne sont pas déclarés, ce sont des délinquants, qui vivent dans la rue, et subissent violences et abus domestiques.

Les mutilations génitales des femmes (MGF)

Malgré les campagnes qui sont menées par les Premières Dames, en dépit les efforts du Comité InterAfricain sur les Pratiques Traditionnelles Nocives, malgré l'interdiction officielle par certains gouvernements et l'engagement d'éradiquer les pratiques, en dépit de la croisade des femmes activistes, en dépit des résultats de la recherche qui ont révélé la douleur physique, les effets secondaires à long terme, l'angoisse mentale, et quelque fois la mort dont ont été victimes les filles a qui on a infligé le MGF, la pratique continue à se répandre. Il est bien répandu dans tous les pays de la CEDEAO et dans un bon nombre de pays Africain et Arabes. Il est courant d'y trouver un taux de 80 à 90%, quoique dans quelques pays seul le quart des filles soit obligé de se soumettre à ce rituel.

En 2003, la Consultation des Experts Afro Arabe pour la prévention de la Mutilation Génitale des Femmes a été tenue au Caire, en présence d'activistes de 28 pays Arabes et Africains. Les participants adoptèrent une pétition. La déclaration du Caire, qui appelle tous les gouvernements concernés a adopté et mettre en œuvre des lois qui

interdisent le MGF. La Déclaration lance aussi des appels pour intégrer les informations sur le MGF dans les cursus scolaires et les programmes des communautés de base. La Déclaration stigmatise le MGF comme étant « une tradition obsolète qui n'est pas requise par la religion » et son grand défi comme étant celui de bloquer « le transfert de cette pratique à la prochaine génération. » Les progrès sur ce terrain ont été désespérément lents.

Section V. Participation des enfants et de la jeunesse

Le droit de la jeunesse et des enfants à participer, et à avoir leurs droits civils respectés, est stipulé dans la Charte Africaine sur les Droits et Bien-être des Enfants et la Convention sur les Droits des Enfants. Il doit être mis en œuvre sans délai. Une Afrique bonne pour les enfants. Paragraphe 33.

De plus en plus, et plus rapidement que l'on pourrait s'y attendre, la jeunesse Africaine est entrain de se faire entendre. Mais est elle réellement écoutée cela est une autre question.

De jeunes Africains sont régulièrement invités à parler aux réunions et sommets et de participer aux réunions des programmes de développement. La tendance à la participation politique de la jeunesse va aussi croissant. Quelques pays ont assigné des sièges pour la représentation de la jeunesse au parlement et aux conseils locaux, et de jeunes gens sont souvent associés aux débats sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Plusieurs pays ont établi un parlement qui passe des résolutions sur des questions que ses membres considèrent appropriés. Quelques écoles ont créé des gouvernements des enfants avec des ministres qui possèdent des portefeuilles qui représentent un intérêt immédiat pour les enfants. Ici les « ministres » semblent avoir de réels pouvoirs pour améliorer l'environnement scolaire, puisqu'ils s'occupent essentiellement d'hygiène, de santé, de sports, et d'autres sujets semblables.

Quelques agences d'assistance et des organisations de la société civile ont pris l'initiative pas dans la promotion de la

participation des jeunes, alors que les associations de jeunes elles mêmes s'organisent pour faire entendre leur voix. Dans certains pays les émissions radios sont à la fois une façon d'exprimer leurs opinions et un moyen de contact d'autres jeunes gens. Il est possible de lancer toutes sortes d'activités en utilisant ce medium : des séances d'interviews de dirigeants du gouvernement et de la communauté par des jeunes, des sorties en campagne par des jeunes et des rencontres avec des pairs, les interviews et débats qui y sont engagés repassant ensuite au programme. Le fait d'être entendu à la radio donne le sentiment aux jeunes gens que leur opinion compte.

Mais des contraintes contre la participation effective des enfants dans la vie du continent et dans les décisions qui affectent leurs vies demeurent importantes. Les obstacles culturels contre une réelle influence des jeunes gens sont considérables. Les niveaux d'éducation sont bas, surtout parmi les filles, qui sentent souvent – avec raison - que leurs opinions ne sont pas bien accueillies. La participation publique, prendre la parole lors d'un forum, parlé à la radio, tout cela requiert un degré élevé de confiance en soi. Les élèves qui ont abandonnés leurs études, ceux qui reconnaissent la médiocrité de l'enseignement qu'ils ont reçu, les jeunes gens qui pressentent qu'il n'y a rien de bon derrière tout cela, tous peuvent hésiter à s'engager.

Mais il y a cependant un réel potentiel pour que la jeunesse joue un rôle constructif et pratique dans les activités de développement. Qui peut mieux faire passer la parole à propos de la nécessité de la prévention du VIH/SIDA, par exemple? Une armée de volontaires enthousiastes attend d'être mobilisée, en fait pour être mobilisé si l'occasion leur est donnée. Ceci représente une des ressources de l'Afrique qui est la plus négligée et la plus mal utilisée, et qui compte plus de la moitié de la population. Sur un continent qui ne peut se permettre de perdre le moindre ressource, la participation de la jeunesse signifie non seulement la réalisation de ses droits, cela représenterait aussi un grand bond en avant pour le processus du développement.

PARTIE B. LES QUESTIONS SPECIALES.

Sujet no 1. L'ÉDUCATION DES FILLES.

On sait depuis longtemps que le développement est aussi fonction de la participation de la femme dans tous les aspects de la vie. C'est un droit pour la femme que de prendre part en égale : dans les affaires, dans les actions du gouvernement, dans celles de la société civile, dans la vie professionnelle; mais c'est aussi une nécessité pratique. Mais en vue d'armer les femmes à jouer des rôles cruciaux, elles ont besoin d'être préparées correctement. Ainsi l'éducation est aussi un droit pour les enfants, y compris les filles, et c'est aussi une nécessité pratique.

Cependant dans la plupart des pays Africains, les filles sont toujours désavantagées quand il s'agit de la scolarisation. Il y en a des millions qui ne vont jamais à l'école, des millions d'autres quittent longtemps avant de terminer, et beaucoup d'autres ne reçoivent guère un enseignement de qualité. Lorsqu'une fille est éduquée sa famille et la communauté toute entière en partagent les bénéfices. C'est pour cela qu'études après étude tous montrent qu'il n'y a pas d'outil de développement plus efficace que l'éducation des filles. Il est évident qu'il y a une corrélation directe entre l'éducation des filles et la croissance de la productivité, la baisse de la mortalité infantile et maternelle, l'amélioration de la nutrition, la promotion de la santé, et la protection contre l'expansion du VIH/SIDA. Une étude sur 17 pays Africain a montré que des filles mieux éduquées étaient enclines à retarder les rapports sexuels et à exiger de leur partenaire l'utilisation du condom.

De même, les filles moins éduquées- elles sont des dizaines de millions - sont en danger d'être marginalisées. Elles seront par elle-même moins saine et moins habile techniquement, donc moins préparées à jouer un rôle dans la vie de leur famille, dans leur communauté et dans leur nation. Elles sont en plus grand danger de tomber dans la pauvreté, de s'exposer : au VIH/SIDA, à l'exploitation sexuelle, à la violence et aux abus, et, juste comme les enfants des femmes éduqués vont à l'école, les enfants des femmes non éduquées n'auront pas la chance d'y aller.

Pour ces raisons l'éducation pour tous et la parité des sexes dans l'enseignement représentent des objectifs de développement acclamés partout dans le monde durant les 15 dernières années. L'éducation elle-même a été considérée comme un facteur vital de développement depuis l'indépendance de l'Afrique. Le colonialisme a fait beaucoup de tort à l'Afrique. C'était un tel handicap qu'en 1960 moins de la moitié des enfants âgés de 6 à 11 ans des pays nouvellement indépendants étaient scolarisés dans le primaire. Mais la capacité de gérer un état était sérieusement mise en question avec un enfant sur 20 qui suivait l'enseignement secondaire, (mais cela ne voulait pas dire qu'il le complétait). Beaucoup de pays indépendants ont effectivement fait de l'EPU, comme il était alors intitulé- Enseignement Primaire Universel- une priorité, et en 1980 la scolarisation du primaire avait triplé. Mais les cohortes étaient tellement vastes et les populations croissaient si rapidement, que des millions d'enfants restèrent hors de l'école, dont la majorité était des filles.

Depuis la fin des années 1980 au moins, l'évidence académique et la preuve programmatique de l'efficacité de l'éducation des filles sont claires. Cependant pendant la même décennie les politiques d'ajustement structurel ont été imposées sur les pays africains et les choses empirèrent. Ce dont l'Afrique a besoin était une injection massive de fonds pour promouvoir une large expansion d'un enseignement de qualité ; alors que la plupart des pays ont été forcés de réduire leurs dépenses d'éducation par tête d'habitants.

Des tarifs d'écolages ont été introduits même au niveau primaire, chassant carrément la plupart des enfants pauvres, surtout les filles. Peu de gens s'en émurent car la question de l'éducation des filles n'était pas encore à l'ordre du jour.

En 1990 les conséquences de l'ajustement structurel étaient déjà par trop évidentes. La scolarisation a été redécouverte comme étant une des clés qui ouvre la porte du développement. Aussi bien que la Conférence de Jomtien et le Mouvement d'Éducation pour Tous qu'elle lança reconnurent l'importance de réduire l'écart et de prendre des mesures spéciales qui permettent de scolariser les filles et de

les garder. Dix ans plus tard au Sommet du Millénaire des Nations Unies et au Forum Mondial de l'Éducation de Dakar, Sénégal, la scolarisation des filles passa du secteur de l'éducation au centre du podium.

Comme le déclara le Forum de Dakar : « La priorité la plus urgente est d'assurer l'accès, et d'améliorer la qualité de l'éducation des filles et des femmes, et d'éliminer tous les obstacles qui entravent leur participation active ». Cette position a été renforcée par la connaissance du fait que faire de l'école une institution plus sensible aux problèmes des filles, rendait l'expérience éducative plus confortable aux garçons également. Cet objectif a été déclaré si urgent que contrairement aux autres Objectifs de Développement du Millénaire qui pointent sur l'horizon 2015, la parité des sexes dans l'enseignement élémentaire et secondaire, elle, doit être réalisé dès 2005.

Malheureusement il y a peu de chances que ce but avancé puisse être réalisé. En Afrique Sub-Saharienne, au taux actuel de progrès il ne sera pas atteint l'année prochaine ni en 2015, mais plutôt dans 100 ans et ce sera peut être en 2129 que tous les enfants seront scolarisés. Aucune autre région du globe ne s'en tire aussi mal. L'Afrique Sub-Saharienne a gagné la triste distinction d'avoir le plus faible taux de garçons (62%) et le plus faible taux de fille (57%) scolarisé dans le primaire. Des 37 pays du monde qui ont moins du quart des filles scolarisés dans le secondaire 30 sont en Afrique Sub-Saharienne. Quarante cinq millions d'enfants n'étaient pas scolarisés en 2002.

L'Afrique Sub-Saharienne traîne derrière le reste du monde eu égard au taux d'achèvement du primaire. Dans l'ensemble du monde en développement les taux d'achèvement ont augmenté pendant les années 90 en passant de 73% à 81% ; en Afrique Sub-Saharienne bien qu'on ait enregistré des améliorations pendant la décennie, à peine la moitié des enfants ont menés à terme l'éducation primaire ; à ce taux le niveau aura une couverture de 60% seulement en 2015. Quant aux filles bien qu'un certain nombre de pays Africains aient enregistré, ces dernières années, une amélioration impressionnante de la scolarisation des filles, le taux

d'achèvement est caractérisé par un écart béant entre filles et garçons. Cela veut dire que qu'il y a plus de filles que de garçons qui abandonnent chaque année, résultat que le continent ne peut simplement pas continuer à se payer. En Afrique Sub-Saharienne, en Afrique Sub-Saharienne, en dépit de toutes les déclarations et de toutes les résolutions qui attestent le contraire, le nombre des filles non scolarisées a augmenté de 20 millions en 1990 à 2 millions en 2002. A une exception près, les pays avec le faible taux de filles scolarisés dans le secondaire sont des pays de l' Afrique Sub-Saharienne. Dans huit pays au Sud du Sahara, le taux brut de scolarisation est en fait de 10%.

Ces résultats quoique troublants, ne sont pas du tout surprenants. En dépit des bonnes intentions et des rhétoriques positives, l'éducation et en particulier l'éducation des filles, ne reçoit guère de priorité. Des Gouvernements avec des ressources financières limitées, et une avalanche d'exigences pressantes et urgentes - même ceux qui se sont sincèrement engagés - trouvent normal de retarder d'un jour le financement de l'éducation. Au total beaucoup d'écoles offrent peu d'intérêt de venir y étudier. Elles sont surchargées, elles manquent de tables, de cahiers et de matériel éducatifs. La plupart des enseignants sont mal formés, pas motivés, et enseignent d'une manière rude et autoritaire, faisant peu d'efforts pour rendre leurs leçons stimulants. Et au delà de tous ces éléments dissuasifs on trouve les écolages. Couplés avec les coûts cachés des livres scolaires et des uniformes, et en plus du coût d'opportunité associé aux responsabilités domestiques confiés aux enfants, se rendre à l'école a un impact direct sur les plus vulnérable en Afrique: sur les enfants orphelins du VIH/SIDA, les pauvres, et les filles des zones rurales.

Par ailleurs et au-delà des débats usuels, beaucoup de société Africaine sont encore caractérisées par une discrimination sexuelle persistante, quelques subtiles qu'elles puissent être. L'égalité de la femme et la scolarisation paritaire pour les filles qui mène pratiquement à l'égalité de la femme, sont des droits qui ne sont guère honorés dans la pratique. Il est peu probable que beaucoup de responsables gouvernementaux

soient contrariés si on leur propose de sacrifier l'éducation des filles.

Pareillement, en dépit du consensus général, l'amère vérité est que nombreux sont ceux qui ne reconnaissent pas l'importance capitale de la contribution des femmes, surtout de celles qui sont éduquées, au développement du pays. La théorie du développement se focalise tellement sur la croissance économique et l'ajustement structurel – aussi défaillant que le premier ait pu être et le second destructif – pour ignorer virtuellement un facteur tel que l'égalité de la femme. Enfin, alors que les délégués qui couvrent les conférences ratifient passionnément les résolutions et les déclarations qui mettent en exergue l'éducation des filles, les décideurs qui établissent le budget national souvent l'oublie purement et simplement. De toutes les façons ils n'ont pas encore compris que le développement est un phénomène multisectoriel. Essayer de promouvoir la croissance tout en ignorant l'éducation pour tous et l'élimination des disparités entre les filles et les garçons est simplement illusoire. L'éducation des filles ne joue pas seulement un rôle catalytique pour la croissance, elle conduit à des changements positifs sur une série d'autres fronts importants du développement: de la santé aux soins des bébés, à la nutrition, de l'eau et des actions sanitaires, à la réduction du travail nuisible aux enfants.

Quelques mots sur l'assistance au développement. Si beaucoup de pays Africains ont failli à l'engagement qu'ils ont pris à la Conférence de Jomtien, au Sommet Mondiale pour l'Enfance et au Sommet du Millenium des Nations Unies, les pays riches et les Institutions Financières Internationales (IFI) ont fait de même. Les pays donateurs ne se lassent pas de pousser les pays pauvres à développer des infrastructures pour l'éducation et ont pris d'une façon répétée des engagements spécifiques pour fournir des fonds supplémentaires pour assurer l'enseignement primaire pour tous en l'an 2015. Cependant c'est exactement l'opposé qui s'est passé. Non seulement le taux de l'assistance au développement de l'Afrique au Sud du Sahara a été réduit de 14% dans les années 90, le financement bilatéral à l'éducation a encore sombré. En l'an 2000 il était inférieur de

30% à ce qu'il était en 1990. De la même façon les IFI publient des rapports et des études et finances des conférences, qui concluent invariablement que l'éducation et surtout l'éducation des filles, doit être un des priorités sacré de l'Afrique. Néanmoins les prêts de l'Association Internationale de Développement de la Banque Mondiale au secteur de l'éducation représentaient à la fin du dernier millénaire le tiers de ce qu'il était dans la première moitié des années 90. En même temps les conditions imposées par les IFIs sur les gouvernements Africains continuent d'ébrécher le secteur de l'éducation. Il est évidemment assez difficile de réconcilier ces contradictions.

l'éducation des enfants

Un atelier sur les investissements traite de la disparité entre les sexes

En Juin 2003, l'UNICEF et la Banque Mondiale, avec le soutien de la Norvège, organisent un atelier intitulé « Les options de l'Investissement dans l'Éducation pour Tous, traité des disparités sexuelles et autres », tenue à Ouagadougou, Burkina Faso, et au quel prirent part des ministres de 24 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et des conseillers techniques. L'atelier publia un rapport en Novembre intitulé L'Éducation des Filles. Faisons en sorte que les investissements comptent.

Le rapport commence par rappeler que seuls 59% des enfants de l'Afrique Sub-Saharienne sont scolarisés, la plupart des garçons, alors que le tiers des élèves quittent l'école avant le cinquième grade. Une enquête sur les ménages de 21 pays Africains organisée par la Banque Mondiale a révélée que les enfants qui ne sont pas à l'école sont surtout les filles, des ménages les plus pauvres, des zones rurales. Si les ressources sont limitées le rapport recommande alors que priorité doit être donnée aux filles pauvres des zones rurales. A l'intérieure de cette large catégorie le rapport conseille d'investir dans les secteurs suivant qui ont les plus grands impacts sur la provision d'une éducation de qualité pour tous :

« Le développement de la prime jeunesse et l'enseignement avant le primaire, un environnement positif d'étude qui assure la sécurité et la sûreté, spécialement pour les filles, un processus de connaissance qui inclut la formation d'enseignants, aussi bien que l'acquisition des aptitudes vitales, de la santé et de la nutrition. »

Même les élèves qui vont à l'école n'apprennent pas beaucoup. La qualité de l'éducation est souvent médiocre. Les écoles manquent souvent de livres et de matériels scolaires, une moyenne de 70 élèves par classe est courante, et seulement la moitié des enseignements ont reçus une formation. La qualité de l'enseignement constitue le facteur le plus important dans le processus d'apprentissage, et trop d'enseignements des écoles Africaines, aussi bien ceux qui sont formés que ceux qui ne le sont pas, ne savent pas comment rendre un cours stimulant afin que les élèves comprennent. L'environnement physique de l'école est aussi très important. On vient seulement de comprendre que l'adduction d'eau potable et l'existence de toilettes séparées sont des facteurs majeurs qui permettent d'attirer les enfants, en particulier les filles, et de les garder.

Le rapport se termine par une déclaration draconienne d'un officiel de la Banque Mondiale qui stipule « que l'aide au développement pour réduire la pauvreté n'a aucun sens si l'on ne puisse fournir à tous les enfants Africains un enseignement de base de qualité ». Le rapport souligne qu'aucun pays au monde n'a enregistré une croissance économique durable avant de fournir d'abord une moyenne de 5 à 6 année d'éducation de base à ses adultes. Bien que l'aide à la réduction de la pauvreté aussi bien qu'à l'éducation demeure en deçà des besoins, la leçon à retenir de tous cela est parfaitement claire.

Sujet no 2. Le VIH/SIDA et les orphelins.

Il y a 15 pays au monde qui comptent plus d'un quart de millions d'enfants âgés de 0 à 14 ans rendus orphelins par le VIH/SIDA. La Thaïlande est l'un d'entre eux. Les 14 restants

sont tous en Afrique Sub-Saharienne. Ici la pandémie a déjà rendu orphelin une génération d'enfants. Il semble maintenant se préparer à rendre orphelin d'autres générations. Non seulement les droits et le bien-être de ces générations d'enfants sans parents est-il en grand danger, mais l'ensemble des espoirs de développement de leurs pays le sont également.

On estime qu'il y a 11 millions d'enfants orphelins du VIH/SIDA de moins de 15 ans en Afrique Sub-Saharienne, soit près de 90% du total mondial. Ensemble ils constituent une nation qui a plus d'âmes que beaucoup de pays Africains. En 2010, leur nombre va atteindre 20 millions – près du double des chiffres de 2001 – dont plus de 15 à 25% auront perdu, dans une douzaine de pays Africains, un ou deux des parents, la plupart à cause du VIH/SIDA. Ceci constitue un phénomène inconnu dans l'histoire de l'humanité.

Même avec un effort surhumain pour combattre le fléau, le nombre des orphelins en Afrique Sub-Saharienne a continué à augmenter pendant des années encore, simplement à cause de la grande proportion d'adultes qui vivent avec le VIH/SIDA, et le peu de progrès dans l'accès au traitement anti-rétroviraux. Inévitablement beaucoup mourront, laissant leurs enfants sans parents. A part le fait qu'il y a un temps assez long qui s'écoule entre l'infection par le VIH et la mort, c'est aussi un caractéristique du VIH/SIDA que si un parent est infecté, il y a une forte probabilité pour que l'autre le soit aussi. Les enfants risquent ainsi de voir leurs deux parents mourir dans une période relativement courte; ils deviennent alors « doublement orphelins ».

La pandémie a aggravé la pauvreté qui afflige une grande partie de l'Afrique, empirant une myriade de situations qui étaient déjà pathétiques. Les orphelins sont les plus vulnérables aux méfaits de la privation. Dans presque chaque pays de l'Afrique Sub-Saharienne la famille élargie a pris la responsabilité de s'occuper plus de 90% des orphelins. La plupart des familles, cependant, poussés déjà vers leur limites, dépassés, excessivement appauvris, et incapable de leur fournir une aide adéquate même pour leurs propres enfants, ne peuvent guère s'en sortir lorsque ils sont obligés

de s'occuper des orphelins. Il y a un nombre de plus en plus important de familles qui sont dirigés par des femmes et des grands parents, alors qu'il devient commun de voir des familles dirigées par des filles. Les grandes mères qui devaient être entretenues par leurs enfants s'occupent d'élever les enfants de leurs enfants. Tous affrontent des fardeaux qui sont à peine gérable. Cependant ce sont précisément ces pays qui vont enregistrer la plus grande augmentation en nombre d'orphelins, dans les années à venir, où les familles décimées sont déjà éprouvées par le soin qu'ils donnent aux orphelins.

Engagements pris à la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA et réitérée lors de la Session Spéciale sur les Enfants en 2002

En 2003 , les pays affectés développeront, et en 2005 mettront en oeuvre , des politiques nationales et des stratégies pour: édifier et consolider les capacités gouvernementales, familiales et communautaires, pour créer un environnement favorable aux orphelins, aux filles et aux garçons infectés et affectés par le VIH/SIDA, y compris la provision de conseils appropriés et de soutien psychosocial; assurer leur scolarisation et couvrir leur besoin de logement, de nutrition adéquate, de services sociaux et médicaux, sur un pied d'égalité avec les autres enfants; protéger les orphelins et les enfants vulnérables, de tous les formes d'abus, violences, exploitations, discriminations, trafic et perte d'héritage.

Assurer leur non-discrimination et la jouissance totale de tous les droits de l'homme à travers la promotion d'une politique visible et active de dé stigmatisation des enfants rendus orphelins et vulnérables par le VIH/SIDA.

Adjure la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, aussi bien que la société civile et le secteur privé, de soutenir effectivement les programmes nationaux de soutiens aux enfants orphelins ou rendus vulnérables par le VIH/SIDA, dans les région affectées, dans les pays à haut risques, et de fournir des assistances à l'Afrique Sub-Saharienne.

A la Fin de 2003, des 40 pays de l'Afrique Sub-Saharienne qui connaissent une épidémie généralisée, (c'est-à-dire 1% ou plus de VIH dans la population adulte), seuls 6, soit 15%. ont développé une politique nationale qui concernent les orphelins et les enfants vulnérables. Huit, soit 20% préparaient ces politiques. Le restant 65%, soit 26 pays, n'ont pas de politique nationale. Il semble irréaliste de s'attendre à ce que la majorité des pays affectés de l'Afrique Sub-Saharienne soit prête à réaliser les engagements qu'elle a pris.

En fait c'est le contraire qui est vrai. Avec quelques exceptions, il est évident que les gouvernements de l'Afrique Sub-Saharienne ont à peine réagit à la crise des orphelins. Les raisons ne sont pas difficiles à trouver, et ils ne sont même pas surprenants. La plupart des gouvernements ont des difficultés à assumer leur responsabilité quotidienne, sans parler de nouveaux et énormes désastres aux quels, de plus, il n'est pas aisé de trouver des solutions. La plupart des gouvernements souffrent déjà de la limitation de leurs capacités. Maintenant le VIH/SIDA vient aggraver ce problème sérieux ce qui amène les responsables de la fonction publique à baisser les bras. Dans le meilleur des temps - et l'époque actuel n'en est pas une - une série de demandes pressantes s'arrachent l'attention du ministre et les ressources publiques limités. Et toute nouvelle requête de fonds spéciaux ne fait qu'ajouter à la frustration.

Les orphelins du SIDA constituent pour le gouvernement un problème complexe. Tout d'abord beaucoup de politiciens ne se sentent pas à l'aise lorsqu'ils doivent traiter du VIH/SIDA et de ses multiples facettes. Après si longtemps, après toutes les recherches qui ont été faites, tous les morts et toute la misère qui a été engendrée, la stigmatisation et le déni sont encore assez courants. Deuxièmement, malgré leurs nombres la crise des orphelins n'est pas encore visible, puisque ces millions d'enfants sont dispersés dans beaucoup de familles et de communautés, et les épreuves des enfants seuls ne sautent pas aux yeux. Quant aux orphelins de la rue, il est difficile de les différencier des autres enfants qui luttent pour survivre dans les rues de la plupart des cité Africaines. Finalement, et peut être ce qui est plus significatif est le fait

que l'action des gouvernements ait été lent à se mettre en place, parce que jusqu'alors c'étaient les familles et la communauté qui en supportaient le fardeau, allégeant ainsi la pression sur le gouvernement et les institutions publiques.

Il se peut aussi que les gouvernements ait compris, qu'avec les meilleures volontés du monde, l'on ne peut donner des solutions rapides et faciles à la crise des orphelins. Après tout si les gouvernements ne peuvent pas s'occuper des orphelins "ordinaires" en les envoyant dans des familles et des écoles convenables, comme peut-on s'attendre à ce qu'ils trouvent des moyens satisfaisant pour régler le problème des orphelins victimes du VIH/SIDA? S'il y a tant de familles qui ne soutiennent pas d'orphelins et qui sont au bord de la survie, comment le gouvernement s'attend - il à soutenir une famille qui a adopté un ou plusieurs d'entre eux? Avec si peu d'experts en conseil psychosocial, comment peut-on aider cette génération d'orphelins malheureux à se sortir de leurs traumatismes?

Mais être réaliste n'est pas synonyme de paralysie. L'enseignement primaire gratuit qui doit être la politique de tous les gouvernements serait une grande aubaine pour les orphelins. La mise en oeuvre d'objectifs tels que l'adduction d'eau potable le serait également. La mise en oeuvre de la série d'engagements que les pays Africains ont pris et continuent de prendre le serait aussi. De nouveaux fonds ne sont pas nécessairement requis pour cela. Il y a tellement d'exemples encourageants à travers l'Afrique d'initiatives communautaires de soins et de soutien aux orphelins et aux enfants vulnérables. De tels efforts peuvent être entretenus, étendus et ajustés. Il faut mobiliser les responsables locaux (tous des autorités religieuses aux administrateurs, des citoyens éminents aux journalistes, des activistes de la société civile aux enseignants). Ils ont besoins d'être sensibilisés à l'impact du VIH/SIDA et les conditions de vie des orphelins et des autres enfants vulnérables. Ils ont besoin de comprendre que la réponse requiert la mobilisation et l'engagement collectif de la communauté toute entière. Et en fait n'importe quelle communauté peut en oeuvrant ensemble faire une avancée significative.

Quant à la communauté des bailleurs de fonds qui ne se sont pas engagés vis à vis de ce problème, ils peuvent toujours affirmer qu'il y a peu de programmes à soutenir en Afrique Sub-Saharienne, ce qui n'est que trop vrai. Mais il n'y a pas de limite – comme ils le savent bien - en ce qui concerne les autres moyens de contribuer. Dans l'esprit de la Convention sur les Droits de l'Enfant et les Objectifs de Développement du Millénaire ainsi que tous les engagements qu'ils ont pris, les pays riches doivent reconnaître qu'ils ont un rôle vital à jouer pour mettre en oeuvre leurs engagements dans la crise des orphelins. Ils doivent mobiliser des ressources supplémentaires et garder le problème inscrit dans le programme global, fournir un soutien technique et matériel, et assurer le suivi des progrès effectués dans la réalisation des objectifs globaux. De tels suivis, bien sûr, doivent inclure les résultats des engagements solennels qu'ils ont pris à plusieurs reprises.

Sujet no 3. Le fléau du Paludisme.

Le paludisme est le plus grand tueur d'enfants sur le continent Africain. Bien qu'il n'existe pas en Afrique du Nord, le paludisme est responsable au moins du cinquième de tous les enfants qui meurent en Afrique, annihilant ainsi chaque année près de un million de vie. Il entraîne aussi des maux sévères auprès de jeunes enfants, qui résulte en une anémie sévère et des complications cérébrales, tous les deux ayant des conséquences sévères sur la survie à long terme de l'enfant et, si l'enfant survie, sur son développement social et éducatif. Du fait de la réduction générale de la mortalité infantile, la proportion de morts d'enfants attribués au paludisme augmenta en fait en Afrique dans les décennies de 1980 et 1990, spécialement en Afrique Australe et Orientale. Une moyenne de 30% des malades qui consultent les cliniques et entre 20 et 50% des admissions hospitalières concernent le paludisme, ce qui fait porter un lourd fardeau aux structures fragiles de la santé nationale. Les femmes enceintes sont sujettes à des complications paludéennes, à des naissances d'enfants à faibles poids, un facteur important qui a un effet déterminant sur la survie et le développement de l'enfant.

Comme toujours ce sont les pauvres – ceux qui n’ont pas un logis convenable, ceux qui vivent dans les zones rurales et qui n’ont pas d’accès aux mesures de prévention – qui sont en grand danger d’attraper le paludisme. Les pauvres des zones rurales ont aussi une mortalité croissante à cause de leur difficulté d’accès financier et géographique au traitement. Les coûts directs et indirects de l’infection affectent d’une façon disproportionnée les ménages pauvres, qui ne peuvent s’offrir le traitement ou la perte de ressources associée à la maladie. Le paludisme reçoit moins d’attention officielle que le VIH/SIDA. Cependant en général et dans des cas exceptionnels, le fardeau du paludisme en Afrique continue de peser sur l’Afrique, à cause d’une combinaison de facteurs qui inclue: un système défaillant de protection de la santé, les vastes mouvements de population, la résistance croissante du paludisme aux médicaments anti-paludéens bon marché, et surtout le VIH//SIDA lui même. Il y a des preuves de plus en plus probante de l’interaction de plus en plus croissante entre le VIH et le paludisme. L’un aggrave les effets de l’autre. Les chiffres de 2003 montrent que les co-infections du VIH et du Paludisme multiplient par trois les risques de transmission de la mère à l’enfant.

Faire Reculer le Paludisme (FRP)

Le partenariat FRP fut lancé en 1998 par l’Organisation Mondiale de la Santé, l’UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Banque Mondiale pour s’attaquer au problème global du paludisme. L’objectif est de réduire de moitié l’impact du paludisme en 2010. Deux ans après la mise sur pied du FRP, un sommet sur le paludisme fut convenu à Abudja, Nigeria, auquel assistèrent des délégués de 44 des cinquante pays affectés du continent, plus les membres fondateurs du FRP et d’autres organisations clés. Les Chefs d’États Africains ont accepté l’objectif de réduction de la mortalité paludéenne de moitié en 2010 et ont également pris les engagements suivants:

- Au moins 60% de ceux qui risquent d’attraper le paludisme, en particulier les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, bénéficieront de mesures de protection individuel et communautaire

pour prévenir l'infection et ses douleurs, par la fourniture des Moustiquaires Traités par les Insecticides (FTI) et d'autres moyens accessibles et abordables.

- Au moins 60% de ceux qui souffrent du paludisme auront un accès rapide au traitement et seront capable d'utiliser un traitement abordable et approprié dans les 24 heures de la manifestation des symptômes.
- Au moins 60% de toutes les femmes enceintes qui sont en dangers d'attraper le paludisme - surtout celles qui attendent leurs premiers enfants - auront accès au Traitement Préventif Intermittent (TPI).
- Réduire ou supprimer les taxes et les tarifs des moustiquaires et d'autres équipements, des insecticides, des médicaments contre le paludisme et d'autres produits et services qui sont nécessaires dans la stratégie de lutte contre le paludisme.

Les progrès en vue de l'achèvement de ces objectifs seront évalués lors de Réunions extraordinaires des Chefs d'États et de gouvernements en 2005 et 2010. Les pays sont également requis de soumettre des rapports annuels de mise en oeuvre du Plan d'Action d'Abuja.

La période écoulée depuis le lancement du FRM en 1998 a vu beaucoup de développements importants dans la prévention et le contrôle du Paludisme. De nouveaux moyens plus efficaces sont maintenant disponibles, comme l'a reconnu le sommet d'Abuja. Les FTI peuvent réduire la mortalité infantile de 20%, taux qui peut encore être réduit par l'accès rapide au traitement effectif anti-paludéen. Le traitement préventif intermittent du paludisme pendant la grossesse peut réduire d'une façon significative la proportion des enfants prématurés et la morbidité maternelle. Le TPI pour les nourrissons, relié aux programmes d'immunisation courante, est en voie de réalisation.

Bien qu'on ait lancé une multitude d'initiatives encourageantes et souvent bon marché, concernant ces nouveaux instruments, l'évaluation de leur impact ne permet pas de faire beaucoup de généralisations. Utilisant les

derniers chiffres disponibles alors, le Rapport Mondiale sur le Paludisme publié par l'OMS et l'UNICEF a trouvé que pas un pays de l'Afrique Sub-Saharienne n'a enregistré une réduction du nombre des malades paludéens.

Cependant, il demeure que tous les pays de l'Afrique Sub-Saharienne - à un niveau plus ou moins élevé - prennent le paludisme sérieusement. La majorité a adoptée les FTI comme mode d'intervention pour FM. Ces moustiquaires sont des instruments effectifs dans la réduction de la mortalité et de la morbidité associée au paludisme. Les chiffres du Rapport sur le Paludisme en Afrique 2003 indiquaient que seuls 15% des enfants de moins de cinq ans dormaient sous un filet et moins de 2% dormaient sous un filet traité aux insecticides. Il est vrai que la plupart de ces chiffres proviennent d'enquêtes organisées en 2001, et des enquêtes nationales récentes, qui font cas de couverture plus importantes. Si il y a une réelle volonté politique, il semble que les pays peuvent augmenter leurs couvertures FTI, quoique des indications préliminaires suggèrent que les couvertures des zones rurales soient beaucoup moins étendues que celles des zones urbaines.

Un accès rapide et effectif aux traitements et une prise en main appropriée des cas sévères, est vitale pour réduire la mortalité associée au paludisme. Dans la plupart des pays Africains cependant l'accès à un service de santé de qualité est limité, à cause de la faible couverture géographique des services de santé et de la limitation des ressources au niveau national et de celui des ménages. Des interventions organisées au niveau de la communauté et qui visent à une prise en main de la fièvre par le ménage est entrain d'être introduit dans plusieurs pays pour pallier aux déficiences du système de santé officiel.

Ouganda: Prise en main du paludisme par les ménages

L'Ouganda est sur le point de mettre en oeuvre une stratégie d'amélioration du traitement du paludisme par la distribution de produits anti-palu au niveau de la communauté. Les produits anti-palu sont fournis en paquets qui allient la chloroquine et le SP, présenté sous le nom de HOMAPAK. Deux paquets différents sont distribuées: un paquet rouge

contenant une dose de traitement pour un enfant âgé de 1 mois à 1 ans, et un paquet vert contenant une dose de traitement pour les 2 à 5 ans. Les HOMAPAKs sont distribués gratuitement. Bien que l'expérience soit à son début, les résultats initiaux font cas d'une grande acceptation à tous les niveaux, du principe de traitement du paludisme à domicile.

L'évaluation de 2002 avait recommandé que la deuxième phase du FRP se focalise sur les actions au niveau des pays afin d'atteindre les objectifs d'Abuja . Les pays Africains au Sud du Sahara ont été divisés en quatre catégories en fonction de leur promptitude à utiliser les interventions du FRP et en tenant compte de l'évaluation du poids de la maladie, de l'existence d'un mécanisme effectif de partenariat, de leur promptitude à la mise en oeuvre (ceci comprend la disponibilité des fonds, principalement du Fond Global pour combattre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (FGSTP) et les progrès effectués en vue d'atteindre les objectifs d'Abuja). Comme on peut le voir ci-contre on ne s'attend pas à ce que près de la moitié de l'Afrique Sub-Saharienne, atteigne les objectifs d'Abuja en 2005.

Financement du programme "Faire Reculer le Paludisme".

La lutte effective contre le paludisme requiert des ressources substantielles. Le Sommet d'Abuja avait estimé qu'on aurait besoins d'au moins un milliard de dollars. Les dépenses de santé des pays Africains est remarquablement bas – d'une manière générale cela se situe vers 15\$ par personne et par an, au moins 100 fois moins que les dépenses par tête des pays riches. Étant donné le niveau des revenus, le coût du contrôle du paludisme – médicaments, les moustiquaires traités, les épandages d'insecticides, les rouleaux – est assez élevé. Cependant la plus grande partie de la note de la prévention et de la lutte contre le paludisme est payée par les Africains eux même, même si cela contribue à les appauvrir encore plus. Leur choix n'est pas enviable. Il est donc important que les gouvernements entreprennent des actions collectives.

Le Fond Mondial pour combattre le SIDA, la Tuberculose, et la Paludisme (FMSTP) a été établi en 2002, comme une

source de financement pour soutenir les pays dans la prévention et le contrôle de ses trois maladies meurtrières. Le premier accord de don, signé en Décembre 2002, a approuvé un montant de 2,1 milliards de dollar. Soixante pour cent de ce montant fut alloué à l'Afrique dont le quart pour combattre le paludisme. Le total des fonds approuvés pour la lutte contre le paludisme en Afrique se monte à 371.6 millions de dollars E.U. en deux ans, ce qui représente des ressources significatifs pour étendre les interventions FRP. Plus de 40 millions de dollars ont été déboursés jusqu'à maintenant aux pays Africains pour combattre le paludisme.

C. LA VOIE DE L'AVENIR.

La période d'après guerre froide a sensiblement évoluée vers une époque où les gouvernements sont tenus responsables de leurs actions. Au lieu de déclamer des platitudes pieuses, il est requis des gouvernements de prendre des engagements pour atteindre des objectifs spécifiques. Il leur est aussi demandé de faire revoir leurs performances par leurs pairs. La colle ici est le résultat. Si vous prenez des engagements, et si les résultats de la mise en oeuvre de ces objectifs sont évalués, et si elles ne sont pas satisfaisantes, cela peut entraîner un grand embarras. Ceci constitue évidemment la rançon de la responsabilité.

Ce que ce bref survol de l'état des enfants Africains nous apprend est qu'il est grand temps que l'on dépasse les engagements et que l'on passe à la mise en oeuvre. Indicateurs après indicateurs, buts après buts, espoirs après espoirs, les engagements répétés adoptés souvent avec enthousiasme entraînent peu ou pas de suivi. Ceci est vrai pour les gouvernements Africains aussi bien que pour les gouvernements et les organisations donateurs. Ceux qui payent les pénalités – et elles sont sévères – sont les enfants et la jeunesse d'Afrique à l'égard des quels les engagements ont été pris. A moins que la mise en oeuvre des engagements soit accélérée sérieusement, la vie d'innombrables millions d'enfants Africains demeurera atroce. Terrible et court. Dans quelques cas il le deviendra encore plus atroce et court.

Les leaders Africains ont reçu d'innombrables recommandations à mettre en oeuvre. La question essentielle ici n'est pas tant de savoir comment procéder, mais d'avoir la volonté politique de le faire.

Mais seule l'action du gouvernement ne sera pas suffisante pour réaliser la promesse d'une Afrique Bonne pour les Enfants. Si les gouvernements et les dirigeants politiques sont responsables des actions et de leurs mises en oeuvre, le partenariat est requis, avec la société civile, les jeunes et leurs familles. Comme il est reconnu par la Position Commune Africaine (PCA), la participation des jeunes gens et de leurs familles est essentielle au règlement des problèmes qui vont de la recherche de la paix aux infections au VIH/SIDA. C'est pour cela que le PCA cherche à rassembler " les mouvements populaires, les mouvements des jeunes, les réseaux professionnels, les artistes, les intellectuels, les médias, la communauté des affaires, les organisations féministes, les dirigeants religieux et traditionnels, les enfants, les militaires, les adolescents, les leaders politiques, ainsi que les organisations de la société civile, afin de défendre les droits des enfants et résoudre les problèmes qui les affectent". Le secteur privé doit jouer également un rôle central dans la mobilisation des opportunités économiques, des emplois et des surplus taxables pour des investissements dans les services de base.

Cette coalition est efficace. L'expérience l'a démontré. Les milliers d'initiatives qui ont bénéficié aux enfants et à la jeunesse Africaine ont réussi grâce à elle. Pour obtenir un développement effectif, la société compte sur la contribution de tous ses membres. Pourvu que la volonté existe, la voie sera vite trouvée.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

2004

Progress report on the African common position on the future of children (2001): State of Africa's children

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/4388>

Downloaded from African Union Common Repository